

505 LH609/6

944

(1944)

Participation S.N.C.F. au Syndicat d'Etudes pour
l'Equipement Hôtelier de Marseille

Participation financière

	C.A.	15. 3.44	8	VII
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.		25. 3.44		
Dépêche du MTP à la SNCF		13. 7.44		

Ministère de la Production
Industrielle et des Communications

Secrétariat Général des Travaux
et des Transports

Direction des Chemins de fer
--

1er Bureau
--

(+) Copie de cette lettre a été distribuée le 30 mars 1944.

944
Paris, le 13 juillet 1944

C O P I E

Le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux Communications

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale des
Chemins de fer français.

OBJET : Participation financière de la S.N.C.F. à l'organisation
d'un Syndicat d'Etudes pour l'équipement hôtelier de
Marseille.

REFERENCE : Votre lettre D 92892/45 du 25 mars 1944. (+)

Par lettre citée en référence, vous m'avez demandé l'autorisation de participer à l'organisation d'un Syndicat d'Etudes pour

....

l'équipement hôtelier de la ville de Marseille, en versant un capital de 25.000 fr à imputer au compte d'exploitation.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, après avoir pris l'avis de la Mission de Contrôle financier des chemins de fer, que cette mesure ne soulève de ma part aucune objection.

Par autorisation,
Le Directeur des Chemins de fer,

signé : MORANE.

944

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 25 mars 1944

92892-45

C O P I E

Comme suite à la décision du
Conseil du 15 mars 1944.

Monsieur le Ministre,

A la suite d'un premier examen de la situation hôtelière des grandes villes par le "Syndicat d'Etudes pour l'Amélioration du Tourisme", le Commissariat au Tourisme a décidé la création, sans plus attendre, d'un "Syndicat d'Etudes pour l'équipement hôtelier de Marseille".

Ce Syndicat serait constitué sous forme d'association en participation au capital initial de 125.000 fr. Il aurait pour mission d'établir un programme concret de modernisation et d'extension des hôtels marseillais, programme dont il devrait, en outre, déterminer les modalités d'exécution.

La S.N.C.F. est sollicitée d'y participer, et avec elle :

- Le Comité Général d'Organisation du Tourisme,
- le Syndicat d'Etudes pour l'amélioration du Tourisme,
- l'Armement maritime (Comité Central Corporatif de la Marine de Commerce),
- la Chambre de Commerce de Marseille,
- le Syndicat des Hôteliers et Restaurateurs de Marseille,
- la Ville de Marseille.

La mise en oeuvre du programme envisagé ne saurait manquer de développer le tourisme dans le Midi de la France et, dès lors, il apparaît logique que dans la phase préparatoire des études il soit fait appel au concours des transporteurs.

Au surplus, l'assurance nous a été donnée que l'activité du nouvel organisme sera exclusive de toute opération financière ou immobilière de nature à engager ses membres. Notre adhésion n'impliquerait donc en aucune manière prise de position quant à l'intervention du chemin de fer dans la réalisation même de l'équipement projeté.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications.

.....

Sous le bénéfice de cette dernière précision, notre Conseil a estimé, dans sa séance du 15 mars 1944, qu'il y avait lieu d'approuver la participation de la S.N.C.F. au Syndicat.

Je vous serais obligé, conformément aux dispositions du décret du 11 décembre 1940, de vouloir bien autoriser cette opération.

La fraction du capital à souscrire serait de 25.000 fr. Nous imputerions la dépense à notre compte d'exploitation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'administration
du 15 mars 1944

QUESTION VII - Participation au Syndicat d'Etudes
pour l'Equipement hôtelier de Marseille.

P.V.(p.3)

M. LE PRESIDENT expose qu'à la suite d'un premier examen de la situation hôtelière des grandes villes par le "Syndicat d'Etudes pour l'Amélioration du Tourisme", le Commissariat au Tourisme envisage la création, sans plus attendre, d'un "Syndicat d'Etudes pour l'équipement hôtelier de Marseille".

Ce Syndicat, constitué sous la forme d'une association en participation dans les conditions précisées dans la note, aurait pour mission d'établir un programme concret de modernisation et d'extension des hôtels marseillais et d'en déterminer les modalités techniques et financières d'exécution. Le capital serait de 175.000 fr, à souscrire par parts de 25.000 fr.

La mise en oeuvre de ce programme, propre à développer le mouvement touristique dans le Midi de la France, ne pourra que bénéficier au trafic ferroviaire. Aussi semble-t-il justifié que la S.N.C.F. réponde favorablement à la demande qui lui a été faite de s'associer, comme participante, à l'activité du Syndicat.

M. CLAUDON se demande s'il est bien du rôle normal de la S.N.C.F. d'intervenir elle-même dans un domaine tel que celui de l'équipement hôtelier d'une grande ville.

M. LE PRESIDENT répond que le concours sollicité n'impliquerait en aucune manière prise de position à cet égard. Il s'agit seulement, en la circonstance, d'un organisme d'études et l'assurance a été donnée que son activité serait exclusive de toute opération financière ou immobilière de nature à engager ses membres.

Aussi bien, la mise au point du programme à élaborer requiert-elle logiquement la consultation des transporteurs. L'Armement Maritime participera au Syndicat et on ne voit pas pour quelles raisons le Chemin de fer n'y serait pas également présent.

Après échange de vues auquel prennent part également M. LAURENT-ATTHALIN, M. DEVINAT, M. de TARDE et M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT et sous réserve de l'autorisation de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, le Conseil approuve la participation de la S.N.C.F. au Syndicat.

La dépense, soit 25.000 fr, sera imputée au Compte d'Exploitation.

.....

cipe au Syndicat d'Etudes pour l'amélioration du Tourisme. En revanche, je me demande s'il est bien de son rôle normal d'intervenir elle-même dans un domaine tel que celui de l'équipement hôtelier d'une grande ville. Il n'y a pas de raisons pour que la S.N.C.F. participe à ce syndicat plutôt qu'à bien d'autres qui pourraient présenter au moins autant d'intérêt.

M. LE PRÉSIDENT. - Nous participons au Syndicat d'Etudes pour l'amélioration du Tourisme qui constitue en quelque sorte un syndicat national; or, celui-ci désire constituer des syndicats locaux. Etant donné que nous avons accepté de participer au syndicat national, on ne voit pas a priori pourquoi nous refuserions notre concours aux syndicats locaux, en quelque manière filiales de ce dernier dans certaines grandes villes. Notre présence peut y être utile, car on peut avoir besoin de nous consulter pour certaines questions; elle est justifiée, dès lors que l'armement maritime y est aussi représenté. Mais, ceci étant admis, il est bien précisé que nous nous bornerons à nous faire représenter par un agent local et à verser une cotisation de 25.000 fr; il n'est pas du tout dans ma pensée que nous participions à l'organisation même du tourisme. Tant qu'il ne s'agit que d'études, je trouve normal qu'on fasse appel aux transporteurs.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - D'après les indications données par M. de SEGOCHÉ, des syndicats analogues seraient créés dans les villes de Bordeaux et Lyon. Il semble que la S.N.C.F. soit susceptible de tirer un bénéfice de la création d'un tel syndicat à Marseille.

Je prends acte, toutefois, de la réserve suivant laquelle cette participation n'impliquerait nullement une prise de position de la S.N.C.F. pour le cas où serait créée ultérieurement une Société d'exploitation.

M. BOUTET. - Je me demande vraiment pourquoi, s'agissant seulement d'études à poursuivre, il a été reconnu nécessaire de constituer un syndicat sous forme d'association en participation.

M. LE PRESIDENT. - Il eût été évidemment plus simple de constituer une Commission d'études. La Préfecture aurait pu fournir les locaux et le personnel d'exécution.

M. DEVINAT. - Si nous acceptons de participer au Syndicat de Marseille, nous pourrions difficilement refuser ^{ensuite} de participer à ceux qui seront créés à Lyon, Bordeaux et peut-être ailleurs.

M. LE PRESIDENT. - Il est logique que le Chemin de fer soit représenté dans les organismes qui s'occupent de tourisme; d'ailleurs, il l'a toujours été et nous devons continuer sur ce point la politique des anciens réseaux. Les questions de transports doivent être réglées en liaison avec les nécessités du tourisme. Je trouve normal que nous soyons consultés et, si la formule envisagée ^{pas} ne paraît/avoir en soi une vertu particulière, elle ne me semble pas non plus présenter de grands inconvénients.

M. de TARN. - Au surplus, l'importance de notre participation est limitée, puisqu'il s'agit d'une subvention de 25.000 fr. Si des syndicats analogues sont créés dans trois autres villes cela ne fera encore que 100.000 fr en tout.

M. LAURENT-ATTHALIN. - C'est la formule adoptée - Syndicat sous forme d'association en participation - qui me paraît peu heureuse. Il eût suffi de demander à la Chambre de Commerce de Marseille ou à la Préfecture de fournir les locaux.

M. LE PRESIDENT. - Je me demande, d'ailleurs, ce que cette Association en participation pourra faire avec 175.000 fr.

M. DEVINAT. - On nous demandera par la suite d'augmenter le montant de notre cotisation.

M. LE PRESIDENT. - Cela ne peut pas nous entraîner très loin. Il est certain qu'on aurait pu envisager une autre formule; mais puisque c'est celle-là qui a été retenue, nous ne pouvons qu'y souscrire, mais sans enthousiasme. L'attention de M. de SEGUENE sera appelée sur le fait que l'on pourrait adopter à l'avenir une formule plus simple.

.....

Sous réserve de l'autorisation de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, le Conseil approuve la participation de la S.R.C.F. au Syndicat. La dépense, soit 25.000 fr, sera imputée au Compte d'Exploitation.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 15 mars 1944

VII - Participation au Syndicat d'Etudes pour
l'équipement hôtelier de Marseille.-

3

Pres.

M. Clément

Pres.

M. L...

travaux de l'équipement hôtelier

Secr.

M. L...

M. L...

Pres.

sur la participation à l'équipement hôtelier de Marseille, en vue
de la construction d'un hôtel de ville

opérations

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

10 mars 1944

Secrétariat du Conseil
d'Administration

Subdivision des Participations
financières

Participation au "Syndicat d'Etudes
pour l'équipement hôtelier de Marseille"

Le "Syndicat d'Etudes pour l'amélioration du Tourisme", créé sous les auspices du Commissariat au Tourisme et auquel nous participons, se préoccupe dès maintenant de l'examen de la situation hôtelière dans les grandes villes.

Sa première étude a été consacrée à Marseille et elle a montré qu'un aménagement de cette ville du point de vue hôtelier s'imposait. Un tel aménagement est, en réalité, l'une des conditions essentielles du développement d'un "tourisme d'escale" susceptible de retenir à leur passage les voyageurs des grandes routes mondiales.

Un programme important est à prévoir et il est apparu que sa réalisation, si l'on veut obtenir des résultats sérieux, devrait être orientée par un organisme unique. Aussi, le Commissariat Général au Tourisme envisage-t-il la création d'un "Syndicat d'Etudes pour l'équipement hôtelier de Marseille" qui aurait pour mission :

- d'établir un programme concret de modernisation et d'extension des hôtels marseillais, propre à développer le mouvement touristique;
- de déterminer les modalités techniques et financières d'exécution de ce programme et de rechercher le concours des organismes pouvant en faciliter le financement.

Ce Syndicat serait constitué sous la forme d'une Association en participation dont ferait partie la S.N.C.F. et avec elle :

- le Comité Général d'Organisation du Tourisme (branche hôtellerie),
- le Syndicat d'Etudes pour l'amélioration du Tourisme,
- l'Armement maritime (Comité Central Corporatif de la Marine
de Commerce),
- la Chambre de Commerce de Marseille,
- le Syndicat des Hôteliers et Restaurateurs de Marseille,
- la Ville de Marseille.

.....

L'Association aurait une durée de cinq ans à dater du 1er janvier 1944, prorogeable par tacite reconduction. Elle serait gérée par le Comité Général d'Organisation du Tourisme et dirigée par un Comité de Gestion où les sept participants seraient représentés.

Le capital initial serait de 175.000 fr, à souscrire à raison de 25.000 fr par participant, les fonds n'étant appelés qu'au fur et à mesure des besoins.

Le programme envisagé présente un intérêt réel pour le développement du tourisme dans le Midi de la France. Le trafic ferroviaire ne pourra que bénéficier de sa mise en oeuvre et, de ce chef, il semble justifié que la S.N.C.F. s'associe à l'activité du Syndicat.

Aussi bien, l'assurance nous a-t-elle été donnée que l'organisme se bornera à des études, à l'exclusion de toute opération financière ou immobilière de nature à engager ses membres. Il serait entendu, en particulier, que notre participation n'impliquerait aucune prise de position pour le cas où serait créée ultérieurement une Société d'exploitation, société dans laquelle, a priori, il n'apparaît pas que le Chemin de fer ait à intervenir.

Dans ces conditions, nous proposons au Conseil, sous réserve de l'autorisation de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, de décider que la S.N.C.F. participera au Syndicat.

La dépense correspondante, soit 25.000 fr, serait imputée au Compte d'exploitation.

LE DIRECTEUR GENERAL,

LE BESNERAIS.